



ÉLYSÉE ET GOUVERNEMENT

Les 12 questions que Mediapart aurait souhaité poser à Emmanuel Macron

Pour la première fois depuis 2019, le président de la République a donné une conférence de presse à l'Élysée. Voici les questions auxquelles nous aurions aimé qu'il réponde.

La rédaction de Mediapart - 16 janvier 2024 à 23h31

Le président de la République a répondu pendant plus de deux heures, dans la soirée du mardi 16 janvier, aux questions de la presse réunie à l'Élysée. Mediapart était aussi dans la salle, avec ses propres interrogations, mais, malgré nos demandes insistantes, le micro ne nous a pas été tendu.

Affaires, écologie, violences policières, guerre au Proche-Orient... Voici ce que nous aurions souhaité demander à Emmanuel Macron.

Affaire Oudéa-Castéra, rapport sur le collège-lycée Stanislas

- Mediapart révèle ce mardi soir un rapport accablant de l'inspection générale de l'Éducation, que votre premier ministre cache depuis plusieurs

mois, sur le collège-lycée Stanislas où votre ministre de l'éducation a choisi de scolariser ses enfants. Le rapport confirme par exemple que l'homosexualité y est comparée à une maladie ou que l'IVG y est combattue. Trouvez-vous normal que l'État subventionne ce type d'établissement aux pratiques jugées contraires à la loi par l'inspection ?

Écologie

- À l'ouverture de la COP28, au mois de décembre, vous avez déclaré : « *La priorité des priorités est que les pays les plus avancés sortent des énergies fossiles.* » Vous avez récemment annoncé la fermeture des centrales à charbon françaises pour 2027, alors que la centrale de Saint-Avoid a redémarré la semaine dernière. Pourquoi être revenu sur votre promesse de campagne de 2017 de fermer ces centrales à charbon pour 2022 ?
- Au niveau européen, la France a permis la ré-autorisation du glyphosate pour les dix prochaines années. Vous avez aussi renoncé à augmenter les taxes sur les pesticides en agriculture. Pourquoi mettez-vous en péril la santé des Français-es ?

Guerre au Proche-Orient

- Après les massacres commis par le Hamas le 7 octobre, la guerre lancée par l'armée israélienne à

Gaza est une catastrophe humanitaire. Plus de 23 000 Palestiniens ont été tués, selon le ministère de la santé palestinien. La rapporteuse spéciale des Nations unies estime qu'il existe un « risque de génocide ». La France a-t-elle livré des armes à Israël depuis le 7 octobre 2023 ? Et va-t-elle continuer de le faire à l'avenir, au risque de se rendre indirectement complice de crimes de guerre, voire d'un génocide ?

- La France pourrait-elle mettre en œuvre des sanctions diplomatiques et économiques contre Israël, au nom du droit international, tout comme elle l'a fait à la suite de l'agression de l'Ukraine ?

Loi immigration

- Vous êtes garant de nos institutions et de notre État de droit. Comment pouvez-vous assumer d'avoir fait voter une loi dont vous reconnaissez vous-même qu'elle est en partie contraire à nos principes fondamentaux ?

Violences policières et discriminations

- Le procès du commissaire Souchi vient de démontrer que Geneviève Legay avait été renversée par un membre des forces de l'ordre à Nice en mars 2019. Vous aviez certifié le contraire. Elle a été gravement blessée et présente toujours des séquelles qui la handicapent. Pourquoi avoir menti

de la sorte ? Lui présentez-vous aujourd'hui vos excuses ?

- Le Conseil d'État a reconnu cet automne l'existence des contrôles au faciès en France et les a qualifiés de « *pratique discriminatoire* », tout en se disant incompetent pour les empêcher. Vous qui êtes président de la République, que comptez-vous faire concrètement pour y remédier ?

Économie et social

- Vous souhaitez que le travail paie mieux et que davantage d'emplois soient pourvus. Mais vous n'adoptez pas du tout la même attitude vis-à-vis des entreprises et des chômeurs et chômeuses. Les premières sont libres d'augmenter ou non les salaires. Les autres sont de plus en plus contraints avec une nouvelle réforme de l'assurance-chômage. Pourquoi un tel déséquilibre ?

Logement

- Plus de 2,4 millions de Français-es sont aujourd'hui dans l'attente d'un logement social. Depuis 2018, les bailleurs sociaux sont ponctionnés chaque année de 1,3 milliard d'euros en moyenne pour compenser la baisse des APL que vous avez décidée. Étranglé financièrement, le monde HLM peine à construire de nouveaux logements. Comptez-vous revenir sur cette ponction du secteur ?

Éthique publique et probité

- L'agrément d'Anticor n'a pas été renouvelé en 2024 par votre gouvernement. Cette association anticorruption est à l'origine de la plainte qui a abouti à la mise en examen de votre plus proche collaborateur – le secrétaire général de l'Élysée Alexis Kohler – pour « prise illégale d'intérêts »

dans l'affaire MSC. Comment ne pas y avoir une mesure de police politique ?

Liberté de la presse

- L'emprise croissante des milliardaires sur la presse met en péril l'indépendance des rédactions, comme l'ont encore montré la reprise en main du *Journal du dimanche* et d'Europe 1 par Vincent Bolloré et leur conversion à la ligne xénophobe et ultraconservatrice de CNews. Êtes-vous favorable à l'idée de conditionner les aides à la presse à la création d'un droit d'agrément dans les rédactions ?

La rédaction de Mediapart